

Communiqué de presse

Lausanne, le 23 janvier 2023

Grève et mobilisation pour l'indexation générale

Ce lundi 23 janvier, nous comptons plus de 1'500 grévistes et plus de 4'000 personnes ont manifesté dans les rues de Lausanne. Les syndicats ont proposé une résolution aux travailleur/ses des secteurs public et parapublic pour renouveler le mardi 31 janvier une journée de grève et de mobilisation.

C'est la plus forte mobilisation de la fonction publique cantonale depuis plus de dix ans. Cela montre le niveau de colère et de détermination des salarié·e.s face au Conseil d'Etat.

Ce dernier a répondu par la négative à la demande de négociation sur l'indexation présentée unitairement par les organisations syndicales (FSF, SSP, SUD). La réponse de l'employeur est méprisante pour le personnel et ses organisations. La confusion des propos du gouvernement, mêlant des éléments budgétaires divers, doit être comprise comme une volonté de semer la confusion parmi la population sur la réalité des salaires de la fonction publique et du secteur parapublic. De surcroît, les promesses de rencontre sur divers thèmes avancés par le Conseil d'Etat n'ont strictement rien à voir avec le problème de l'indexation et portent de plus sur des dossiers que le Conseil d'Etat a clairement négligés malgré nos demandes.

L'exécutif s'engage à mettre en place en novembre 2023 une consultation sur la question de l'indexation. Avec ce procédé, le Conseil d'Etat fait semblant de revenir aux dispositions légales et de dissimuler qu'il ne les a pas respectées pour l'indexation à 1,4% imposée cette année.

Seul un renforcement de la mobilisation peut donc répondre à une telle arrogance.

D'ores et déjà, des établissements, des institutions (dont le CHUV, qui a voté un préavis de grève pour le 31 janvier lors d'une assemblée générale organisée ce jour) ont affirmé leur volonté de poursuivre la lutte le 31 janvier.

Il s'agit de faire monter la lutte et la pression sur ce gouvernement jusqu'à ce que s'impose l'ouverture de négociations sur la base d'une proposition améliorée du Conseil d'Etat par rapport aux décisions autoritaires de décembre 2022 en matière d'indexation.

La lutte continue !

David Jeanquartier, FSF, 076 462 96 24
David Gyax, SSP, 076 565 25 10
Gilles Pierrehumbert, SUD, 079 681 43 31